

Arrêté n° 09-2100 du 25 mai 2009

**OBJET : Installations classées pour la protection de l'environnement.
Société CEREXAGRI – commune de VAAS
Mesures de surveillance dans le cadre d'une cessation d'activité**

LE PREFET DE LA SARTHE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'environnement, notamment le titre 1er du Livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'article R 512-78 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 950/0328 du 27 janvier 1995 autorisant la société ELF ATOCHEM AGRI à exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement sur le territoire de la commune de Vaas (zone industrielle) ;

VU la déclaration de changement d'exploitant du 05 juillet 2001 transférant les activités de la société ELF ATOCHEM AGRI au profit de la société CEREXAGRI ;

VU la notification de l'arrêt définitif de l'activité autorisée par l'arrêté préfectoral sus-visé, présentée par la société CEREXAGRI et son mémoire sur l'état du site ;

VU l'avis émis par monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement, et des Risques Sanitaires et Technologiques, réuni le 22 avril 2009 ;

CONSIDERANT que le projet d'arrêté a été soumis, après avis de l'instance susvisée, à la société CEREXAGRI qui a indiqué par lettre du 12 mai 2009 ne pas avoir de commentaire particulier à ce sujet ,

CONSIDERANT que les données des années précédentes (2005, 2006) sur les substances suivantes (Méthylparathion, Féntrothion, Diazinon, Chlorpyrifos, Diuron, Simazine et d'Aminotriazole) révélaient des quantités non négligeables de ces substances dans les eaux souterraines ;

CONSIDÉRANT que le mémoire sur l'état du site mettant en évidence la présence de ces mêmes substances dans les eaux souterraines et dans les sols ;

CONSIDERANT qu'il convient de confirmer cette tendance à la baisse des quantités de ces substances dans les eaux souterraines ;

CONSIDERANT que ces prescriptions sont imposées à l'exploitant dans les formes prévues à l'article R 512-31 du code de l'environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Sarthe ;

A R R E T E

ARTICLE 1

La société CEREXAGRI (siège social : BP 9 - 1, rue des Frères Lumière 78373 PLAISIR) doit, concernant son site de VAAS; mettre en place une surveillance de la nappe. **Cette surveillance est assurée semestriellement sur le puits DECCO, les 3 piézomètres, ainsi que sur le ruisseau Le Roineau amont et aval** (plan annexé au présent arrêté) ; elle porte sur :

- ♦ le niveau piézométrique,
- ♦ la teneur en Méthylparathion,
- ♦ la teneur en Fénitrothion,
- ♦ la teneur en Diazinon,
- ♦ la teneur en Chlorpyrifos,
- ♦ la teneur en Diuron,
- ♦ la teneur en Simazine
- ♦ la teneur en Aminotriazole,
- ♦ la teneur en Diphénylamine

Les résultats des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées, accompagnés des commentaires nécessaires sur d'éventuelles anomalies.

La fréquence des mesures pourra être adaptée en fonction des résultats.

ARTICLE 2 : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

Article 2.1 - Publicité de l'arrêté

2.1.1. A la mairie de VAAS :

- une copie du présent arrêté est déposée pour pouvoir y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté énumérant notamment les conditions techniques auxquelles l'installation est soumise, est affiché pendant au moins un mois.

L'accomplissement de ces formalités est traduit par procès-verbal dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture - bureau de l'environnement.

2.1.2. Dans la presse

Un avis est inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Article 2.2 - Diffusion

Une copie du présent arrêté est remise à l'exploitant. Ce document doit en permanence être en sa possession et pouvoir être présenté à toute réquisition.

L'extrait de cet arrêté est affiché en permanence, de façon visible dans l'établissement par l'exploitant.

Article 2.3 - Recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Préfet ou d'un recours hiérarchique auprès du Ministre chargé des installations classées pour la protection de l'environnement.

Il peut être déféré auprès du Tribunal Administratif de Nantes :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte leur a été notifié ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 2.4 - Pour application

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Sarthe, le Maire de VAAS, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'aménagement et du logement à Nantes, l'Inspecteur des Installations classées au Mans, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur Départemental de l'Équipement, le Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile, le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, et le Commandant du Groupement de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

LE PREFET,
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Signé : François RAVIER

Implantation des points de prélèvement

